

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 76-2013, 1^{er} février 2013

CONCERNANT la remise de décorations et distinctions pour un acte de civisme accompli en 2011

ATTENDU QU'en vertu de l'article 15 de la Loi visant à favoriser le civisme (chapitre C-20), le gouvernement, sur recommandation du ministre de la Justice, peut, pour un acte de civisme, décerner à une personne des décorations et distinctions;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de cette loi, le gouvernement peut adopter des règlements pour, notamment, établir un comité pour donner au ministre son avis sur l'attribution des décorations et distinctions;

ATTENDU QUE le Comité sur le civisme a été constitué par le décret numéro 1072-99 du 15 septembre 1999, modifié par le décret numéro 1053-2004 du 9 novembre 2004, le décret numéro 859-2005 du 21 septembre 2005, le décret numéro 977-2006 du 25 octobre 2006 et le décret numéro 38-2008 du 31 janvier 2008;

ATTENDU QUE le Comité sur le civisme a donné son avis au ministre sur l'attribution de décorations et distinctions à l'égard des personnes qui ont fait l'objet d'une proposition et qu'il y a lieu de décerner de telles décorations et distinctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE les personnes dont les noms suivent et qui ont accompli un acte de civisme dans des circonstances périlleuses se voient accorder les décorations suivantes :

la médaille du civisme et l'insigne or :

Robert Brown
Pierre Cameron
Yannick Carrière
Geneviève Champagne
Lucien Flamand
Philippe Jacques-Bélair
Ani Müller
Marie-Ève Paquin
Claude Veilleux

QUE les personnes dont les noms suivent et qui ont accompli un acte de courage ou de dévouement dans des circonstances difficiles se voient accorder les distinctions et décorations suivantes :

la mention d'honneur du civisme et l'insigne argent :

India Amyot
Serge Banville
Olivier Bleuer
Marjorie Caron
Jonathan Fortin
Mario Fréchette
Ghyslain Grenier
Guy Liboiron
Magalie Maltais
Stéphane Saucier
Alain Simard

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58942

Gouvernement du Québec

Décret 79-2013, 6 février 2013

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité Les Bergeronnes de conclure une entente de contribution avec le Conseil de la Première Nation des Innus Essipit et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec dans le cadre du programme Initiative ponctuelle de renforcement des économies forestières du Québec

ATTENDU QUE la Municipalité Les Bergeronnes a l'intention de conclure une entente de contribution avec le Conseil de la Première Nation des Innus Essipit et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, dans le cadre du programme Initiative ponctuelle de renforcement des économies forestières du Québec, concernant le réaménagement du quai de la Pointe-à-John;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité Les Bergeronnes est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE le Conseil de la Première Nation des Innus Essipit est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste :

QUE la Municipalité Les Bergeronnes soit autorisée à conclure une entente de contribution avec le Conseil de la Première Nation des Innus Essipit et l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, dans le cadre du programme Initiative ponctuelle de renforcement des économies forestières du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58977

Gouvernement du Québec

Décret 80-2013, 6 février 2013

CONCERNANT la dissolution de la Fondation universitaire de l'Université du Québec

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 1 de la Loi sur les fondations universitaires (chapitre F-3.2.0.1), le gouvernement a institué la Fondation universitaire de l'Université du Québec par le décret n^o 1202-97 du 17 septembre 1997;

ATTENDU QUE la Fondation universitaire de l'Université du Québec a cessé ses activités et que, à cette occasion, elle a transféré ses actifs et passifs à la Fondation Université du Québec, une personne morale légalement constituée le 5 novembre 1970 par lettres patentes en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE l'Université du Québec demande la dissolution de la Fondation universitaire de l'Université du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à cette requête de l'Université du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie :

QUE le décret n^o 1202-97 du 17 septembre 1997, concernant la Fondation universitaire de l'Université du Québec, soit abrogé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58978

Gouvernement du Québec

Décret 81-2013, 6 février 2013

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (chapitre U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration composé notamment de cinq personnes nommées pour trois ans par le gouvernement sur la recommandation du ministre, après consultation des groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1278-2009 du 2 décembre 2009, madame Marie-Claude Lalande était nommée de nouveau membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 628-2010 du 7 juillet 2010, monsieur Charles Benoît était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ont été consultés;